

LES CAHIERS CONSTITUTIONNELS DE PARIS I

DIDIER MAUS

ÉTUDES SUR LA CONSTITUTION DE LA V^e RÉPUBLIQUE

MISE EN PLACE
PRATIQUE

956 D

ÉDITIONS
STH

COLLECTION « LES GRANDS ACTUELS »

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Abréviations et références	8
Introduction	9
LA MISE EN PLACE	13
De la IV^e à la V^e République : Ruptures et continuités	15
I - La révision réalisée	18
A - L'impossible révision de la IV ^e République	18
1 - Une nécessité reconnue	18
2 - Une impossibilité politique	24
B - La loi constitutionnelle du 3 juin 1958	27
1 - La continuité juridique	27
2 - La rupture institutionnelle	31
II - La révision intégrée	33
A - Les institutions de la République	33
1 - Renforcer le statut de l'exécutif	33
2 - Les transformations de la procédure législative	36
B - De l'Union française à la Communauté	38
1 - Les idées de la fin de la IV ^e République	39
2 - La V ^e République	40
III - La révision dépassée	41
A - La séparation des pouvoirs	42
1 - Le pouvoir exécutif	42
2 - Le pouvoir législatif	45
B - La hiérarchie des pouvoirs	48
1 - Le rôle du peuple	49
2 - Le pouvoir d'Etat	51
Guy Mollet et l'élaboration de la Constitution de 1958	55
I - Guy Mollet, partisan actif d'une nouvelle Constitution	57
A - La volonté de réformer les institutions	58
B - La préparation de la loi du 3 juin 1958	59

II - Guy Mollet, rédacteur actif de la nouvelle Constitution	61
A - La participation directe	61
1 - Les conseils du Gouvernement	61
2 - La « Lettre aux militants »	63
B - La participation indirecte de Guy Mollet	64
1 - Le rôle d'André Chandernagor	64
2 - Les membres de la SFIO au Comité consultatif constitutionnel	65
 L'écriture des dispositions relatives au Sénat dans la Constitution de 1958	67
I - La composition du Sénat	70
A - Un Sénat à trois sections	70
1 - Les idées et le projet	70
2 - L'abandon de la représentation économique et sociale	72
II - Le Sénat à deux sections	73
1 - L'acceptation d'un Sénat à deux sections	74
2 - L'abandon du Sénat à deux sections	78
C - Le Sénat de la République	84
1 - Le caractère représentatif du Sénat	84
2 - La représentation des Français établis hors de France	86
II - Le Sénat et la loi	87
A - Vers le « Livre rouge » : la mise en valeur de l'article 45	88
1 - Les caractéristiques de base	88
2 - Les étapes	88
B - Du Comité consultatif constitutionnel au Conseil d'Etat : les sénateurs en action	92
1 - Les sénateurs	93
2 - Au jour le jour	94
3 - Du 14 au 21 août	99
C - Du 21 août au 3 septembre : les confirmations	103
1 - Les interventions auprès de M. Deschamps	103
2 - La délibération du Conseil d'Etat	103
3 - Après le Conseil d'Etat	105
 III - Le Sénat et la responsabilité du Gouvernement	105
A - Le « Livre rouge », la responsabilité devant l'Assemblée nationale	105
1 - Parlement ou Assemblée nationale	106
2 - Le choix gouvernemental	108
B - Le Comité consultatif constitutionnel : le débat	110
1 - La préparation du débat du 6 août	110
2 - Le débat du 6 août après-midi	111
C - Le compromis	114
1 - Le Conseil d'Etat	114
2 - La mise au point définitive	116
 L'institution présidentielle dans l'écriture de la Constitution de 1958	119
I - Une présidence légitime	121
A - La préparation de l'article 6 de la Constitution	122
B - La mise au point de l'article 6	123

II - Une présidence active	124
A - De Bayeux au 4 octobre 1958	125
B - Les articles 12 et 16	126
1 - L'article 12	126
2 - L'article 16	128
III - Une présidence arbitrale	131
A - La définition de l'arbitrage	131
B - L'arbitrage, fondement des compétences présidentielles	135
La guerre d'Algérie et les institutions de la République	139
I - La guerre d'Algérie, facteur de transformation des institutions de la République	141
A - L'impuissance de la République à transformer ses institutions	141
1 - Des prises de position concordantes	141
2 - L'impossible réforme	144
B - L'influence de la guerre d'Algérie sur le fonctionnement des institutions	146
1 - La dégradation des institutions de la République	146
2 - La disparition des institutions de la IV ^e République	151
II - La guerre d'Algérie, facteur d'évolution des nouvelles institutions de la République	153
A - Les pratiques institutionnelles liées à la guerre d'Algérie	153
1 - La mise en œuvre de la Constitution	154
2 - Le renforcement du pouvoir présidentiel	157
B - Les conséquences institutionnelles durables de la guerre d'Algérie	160
1 - Le référendum du 28 octobre 1962	160
2 - La pratique de la fonction présidentielle	162
LA PRATIQUE	165
La Constitution jugée par sa pratique : réflexions pour un bilan	167
I - Le Gouvernement présidentiel	169
A - L'article 5, fondement de la prépondérance présidentielle	169
1 - L'article 5 expliqué par ses sources et par sa pratique	170
2 - L'article 5 et les compétences du Président de la République	171
B - La répartition des compétences	174
1 - Le Président de la République détermine la politique de la nation	174
2 - Le partage de la conduite de la politique avec le Gouvernement	175
II - Un parlement maîtrisé	177
A - Le constat juridique	178
1 - La procédure législative	178
2 - Les procédures de contrôle	179
B - Un constat politique	183
1 - Le fonctionnement du bicaméralisme	183
2 - Le phénomène majoritaire	184
III - La Constitution et son juge	186
A - Une greffe réussie : la diversité des missions	187
1 - Le Conseil constitutionnel et les consultations populaires	187

2 - Le Conseil constitutionnel et l'article 16 de la Constitution	189
3 - Le Conseil constitutionnel et le Parlement	189
4 - Le Conseil constitutionnel et le contrôle de constitutionnalité des lois organiques et des traités	190
5 - Les lois ordinaires	191
B - Audace et prudence du Conseil constitutionnel	192
1 - Les audaces	192
2 - La prudence	194
L'Assemblée nationale et le Conseil constitutionnel	197
I - L'Assemblée nationale source de l'activité du Conseil constitutionnel	200
A - L'examen de la situation individuelle des députés	200
1 - Le contentieux électoral	200
2 - Le contrôle de l'exercice du mandat	202
B - Le contrôle des règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale	203
1 - Le contrôle du règlement de l'Assemblée nationale	204
2 - La légalité externe de la loi	205
C - Le contrôle de constitutionnalité	206
1 - La fréquence statistique	207
2 - L'analyse politique	207
II - L'Assemblée nationale débouché de l'activité du Conseil constitutionnel	209
A - Les règles de procédure	209
1 - Les lois ordinaires	209
2 - Les lois de finances	210
B - Le domaine de la délibération de l'Assemblée nationale	212
1 - Le déclin de la distinction entre domaine de la loi et domaine du règlement	212
2 - La distinction domaine de la loi et domaine constitutionnel	214
C - Le contenu de la délibération parlementaire	216
1 - L'importance des arguments juridiques	216
2 - La délibération parlementaire, expression de la volonté générale	217
Le Parlement français : de l'alternance à la cohabitation 1981-1987	221
I - Le Parlement : une institution	223
A - Les assemblées	224
1 - L'Assemblée nationale	224
2 - Le Sénat	226
B - Les sessions	226
C - L'enlisement du débat législatif	227
1 - Les techniques de l'obstruction	228
2 - Les réponses à l'obstruction	232
3 - Quelques spécificités du Sénat	234
D - Un contrôle parlementaire toujours hésitant	235
1 - Les questions écrites	235
2 - Les questions orales	236
3 - Les questions au Gouvernement	236
4 - Les commissions d'enquête et de contrôle	237
II - Le Parlement : un pouvoir	237
A - Le bicaméralisme et l'importance du Sénat	237
1 - Le Sénat dans l'opposition	238
2 - Le Sénat dans la majorité	240

B - Les interlocuteurs du Parlement	241
1 - Le dialogue Parlement Gouvernement	241
2 - Les relations Parlement Conseil constitutionnel	242
3 - Les relations entre le Parlement et le Président de la République	245
C - Le Parlement et la majorité parlementaire	247
1 - Le fonctionnement de la majorité	248
2 - Pouvoir du Parlement et pouvoir de la majorité	249
Le Parlement sous la V^e République 1958-1988	253
I - Le Parlement en 1958, la fin d'un déséquilibre ?	254
A - L'écriture du Parlement en 1958	254
1 - La loi constitutionnelle du 3 juin 1958	254
2 - La rédaction des dispositions relatives au Parlement	255
B - L'accord	257
II - Le Parlement en 1988, un nouvel équilibre ?	258
A - Une évolution institutionnelle favorable au Parlement	258
1 - Le développement des techniques parlementaires	258
2 - Le rôle du Conseil constitutionnel	262
B - L'emprise du phénomène majoritaire	264
1 - Le phénomène majoritaire	265
2 - Le fonctionnement de la majorité	266
La notion de Constitution sous la V^e République	269
I - La Constitution, cadre d'un nouveau régime institutionnel	270
A - La Constitution, première priorité	270
B - La Constitution, ambition première	272
II - La Constitution, support d'un nouvel Etat de droit	275
A - Une contradiction entre les intentions des constituants et la pratique de la V ^e République ?	276
B - La Constitution et l'Etat de droit, trente ans après	279
Index des noms	285
Index analytique	289